

Le déficit commercial à l'épreuve

Par Nehza LAHRICHI



Nehza Lahrichi est docteur en économie, présidente du Conseil national du commerce extérieur (CNCE) (Ph. N. L.)

TERRAIN d'affirmation de la gouvernance, l'Etat est de plus en plus confronté à la gestion de la complexité, dans un contexte international où la tendance naturelle est allée vers un désengagement progressif et constant des pouvoirs publics. Dans le cas du Maroc, la convergence sectorielle est aujourd'hui au cœur du débat. Et pour cause, le déficit de coordination constaté impacte non seulement le déficit commercial, mais entrave

également l'économie du pays dans son ensemble.

Dans ce contexte, le Conseil national du commerce extérieur (CNCE) effectue depuis plusieurs mois des travaux de recherche économétriques et stratégiques, dont les premières conclusions ont été présentées récemment, lors des assises de l'exportation tenues l'automne dernier, ainsi que lors des assises de la gouvernance qui viennent de se conclure.

Ces travaux – qui devraient être présentés de manière exhaustive sous peu par le CNCE – apportent un certain nombre de réponses à des questions essentielles et devraient permettre de cerner avec plus de précision les actions à entreprendre à court et moyen termes pour tenter d'«aligner» les plans sectoriels et en optimiser l'efficacité et l'efficience.

En outre, ces travaux s'inscrivent dans une stratégie à moyen terme, devant, d'une part, aboutir à des préconisations relatives à la démarche classique, et d'autre part, tenter d'apporter des éléments de réponses en vue d'expliquer pourquoi des pays réussissent mieux que d'autres. Car au-delà des facteurs explicatifs privilégiés selon chaque théorie économique, il est de plus

en plus admis que le niveau de confiance dans une économie constitue un facteur déterminant de la croissance économique.

C'est ainsi que des recherches de jeunes économistes se sont penchées sur la manière d'améliorer le niveau de confiance et la façon dont les institutions influencent les valeurs de coopération. Ces recherches se poursuivent pour analyser comment se développe un nouveau type de coopération.

Si la société de l'information est gouvernée par des valeurs du lien, du partage, de l'interaction, de l'intelligence collective... l'objectif est d'identifier les politiques en mesure de reproduire ces valeurs dans la vie réelle afin de converger vers la notion d'intérêt général.

A ce titre, le défi premier auquel s'est attaché le CNCE dans ses travaux sur l'intersectorialité a été de pouvoir dégager une structure commune qui permettrait de mettre en place des instruments de comparaison.

Or, le plus souvent, les plans sectoriels nationaux ne suivent pas la même logique: dans certains cas, ils ne suivent pas celle de la comptabilité nationale, ou ne s'inscrivent pas dans les mêmes horizons

de croissance annuelle des exportations.

Dans un second temps, une désagrégation poussée des consommations intermédiaires – ou intrants nécessaires à la fabrication des produits exportés – a été effectuée afin d'isoler celles importées de celles fabriquées sur le territoire national.

A partir de là, nous avons pu travailler sur un certain nombre de simulations qui tendent à démontrer que si les tendances actuelles se confirmaient, le ratio du déficit au PIB se réduirait de 16,1% en 2011 à près de 14% en 2015, ce qui, bien qu'insuffisant, constitue une avancée dans la bonne direction pour tenter de réduire le déficit commercial.

Cependant, il faut ici souligner avec force que tout ceci repose sur l'hypothèse selon laquelle le Maroc sera en mesure de porter sa croissance économique à un niveau nettement supérieur. A progression constante, et suivant la tendance actuelle de la demande interne et des exportations, le Royaume doit réaliser près de 6,9% de

croissance annuelle. En y ajoutant les objectifs d'exportation affichés par les plans sectoriels, cette croissance devrait se situer autour des 7,7%!

Au vu de cette ambition de croissance, la question du coût de la non-convergence ainsi que l'évaluation des périls de l'inaction se pose avec acuité.

En cette matière, disons-le d'emblée, il serait inutile, voire contre-productif de vouloir «piloter» l'in-

Afin de pouvoir organiser la réconciliation entre le «temps politique» et le «temps économique», il convient donc d'avoir une

approche graduelle et différenciée, en rapprochant par exemple les plans sectoriels qui font sens ensemble, et en élaborant des trames supra-sectoriels qui viendraient offrir des ambitions et des horizons communs

de temps. Si tel avait été le cas, il aurait été possible d'utiliser la matrice des échanges intersectoriels afin de mesurer les déficits de coordination et dégager – en coordonnant les plans – la valeur ajoutée addition-

nelle. Les industries agroalimentaires sont un exemple emblématique de cette situation puisqu'elles se retrouvent à la fois dans Maroc Vert et Halieutis.

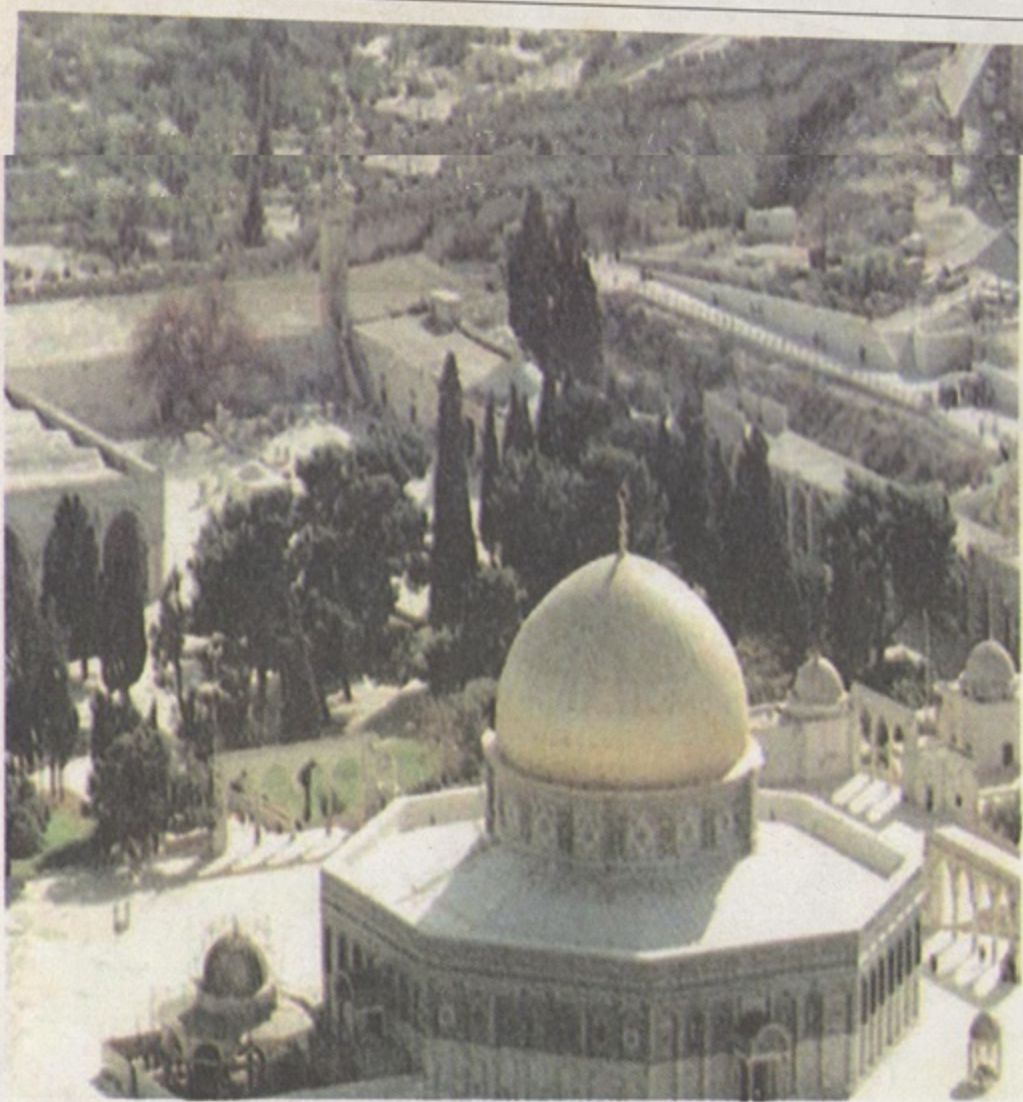
De surcroît, comparer des plans dont la maturité projetée s'étale de 2013 à 2030 et pour lesquels il n'y a pas eu – dans la majorité des cas – de prise en compte de contraintes extérieures (coût de l'énergie, stress hydrique, etc.) pouvant peser sur leur réalisation, a constitué une gageure à laquelle il a fallu remédier afin de ressortir avec des conclusions cohérentes et surtout, des recommandations opérationnelles.

Pour cela, le CNCE a pris le parti d'examiner le court et moyen terme, et a arrêté sa ligne de crête en 2015, ce qui a permis d'exploiter avec un grand niveau de fiabilité les informations disponibles, et de procéder en deux phases. Lors de la première étape, ont été arrêtés les ob-

tersectorialité à la manière d'un «gosplan» confié à une structure ad hoc. Ceci introduirait trop de rigidité et ne permettrait pas de répondre aux spécificités sectorielles, qui ont besoin de souplesse à la fois dans la conception ainsi que dans l'exécution.

Néanmoins, poser le constat du manque de coordination et de convergence sectorielle nous oblige, du fait notamment de son impact sur le déficit commercial marocain, à concevoir une stratégie globale et concertée à même de transcender tous les clivages inter-administratifs.

Pour cela, il nous faut pouvoir articuler une vision stratégique qui intègre non seulement les ruptures extérieures «fortes» telles que la troisième révolution industrielle, l'économie digitale, ou encore les transitions énergétiques et écologiques, mais également prendre en compte la nécessité de transformation de notre système économique et social en lui permettant de



الموقع الإلكتروني الجديد
لوكالة بيت مال القدس الشريف

www.bmaq.org

يفتح لكم أبواب القدس ويعرفكم على أوضاعها ويقدم لكم كل ما تحتاجونه من معلومات عن الوكالة وعن كيفية مساعدة القدس وأهلها. بترعكم لفائدة الوكالة تساهمون في بناء مدرسة وتجهيز مستشفى وتوفير السكن للمحتاجين ومساعدة الفقراء والتكفل بالآيتام.

للمزيد من المعلومات إتصلوا بالرقم الأخضر

0800000005

للوكالة بالبحران

de la convergence sectorielle

se tourner vers l'économie entrepreneuriale. Ceci pose donc la question du modèle de croissance qui doit être adopté par le Maroc, et notamment ses objectifs en termes de politique économique. Au vu de l'analyse effectuée par le CNCE, il apparaît clairement que l'Etat a un rôle à jouer en tant qu'«harmonisateur» et pas nécessairement en tant que «planificateur» car la nature de son rôle a profondément changé, de même que les attentes des parties prenantes.

Ainsi, il faudra pouvoir réunir les conditions d'une «agilité de pilotage» par l'Etat qui permettrait de transcender les plans sectoriels tout en leur donnant du sens et en les inscrivant dans un projet de société global. L'objectif ultime étant de permettre l'émergence d'une nouvelle approche fondée sur la primauté de la performance sociale et sociétale avant la performance économique. Ceci n'est pas chose aisée, car il faudra pour cela que les pouvoirs publics effectuent une véritable



Dans le cas du Maroc, la convergence sectorielle est aujourd'hui au cœur du débat. Et pour cause, le déficit de coordination constaté impacte non seulement le déficit commercial, mais entrave également l'économie du pays dans son ensemble (Ph. Archives de L'Economiste)

«révolution culturelle», et qu'ils puissent concilier deux extrêmes: une économie libre, mais avec un Etat fort.

Or, de tels changements nécessitent de s'inscrire dans des temps longs, au moment où, l'économie réclame une intervention rapide. Afin de pouvoir organiser la réconciliation entre le «temps politique» et le «temps économique», il convient donc d'avoir une approche graduelle et différenciée, en rapprochant par exemple les plans sectoriels qui font sens ensemble, et en élaborant des trames supra-sectoriels qui viendraient offrir des ambitions et des horizons communs.

Ceci pourrait par exemple être réalisé à travers des comités de convergence qui réuniraient les acteurs concernés par le suivi opérationnel des plans. Fidèle à sa vocation, le CNCE – qui effectue lui même sa mue pour devenir un catalyseur de la réflexion stratégique commerciale – est prêt à s'investir pleinement et à accompagner ce mouvement indispensable. □

